



DIAGNOSTIC PARTAGÉ

Hauts-de-France

Synthèse - Edition 2016





INTRODUCTION

Avec la loi du 5 mars 2014, les Régions ont la compétence de mise en place d'une stratégie régionale de développement de la formation et de l'orientation professionnelles qui prendra la forme d'un « Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles », le CPRDFOP. Selon les termes de la loi, le « Schéma régional des formations sanitaires et sociales » est un élément constitutif du CPRDFOP. Le contrat est par ailleurs élaboré au sein du Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles (CREFOP).

L'objet du CPRDFOP est d'analyser les besoins du territoire régional en matière d'emplois, de compétences et de qualifications ainsi que la programmation des actions de formation professionnelle des jeunes et des adultes.

Dans ce contexte, le CREFOP a souhaité confier au réseau partenarial de l'OREF (Observatoire Régional Emploi-Formation), via une animation du C2RP, la réalisation d'un diagnostic partagé de la région Hauts-de-France, explorant notamment les champs de l'emploi, du marché du travail et de la formation ; ce diagnostic intègre également une dimension spécifique sur le secteur sanitaire et social compte tenu de l'inclusion du Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales dans le CPRDFOP.

Ainsi, les partenaires du réseau OREF directement impliqués dans la démarche de construction du CPRDFOP, à savoir **la Direccte, le Rectorat, la Région, les Partenaires sociaux et Pôle emploi** ont mobilisé leurs ressources, leurs expertises et leurs analyses afin de produire ce diagnostic qui s'appuie à la fois sur :

- les données quantitatives des différentes institutions membres du réseau OREF
- l'expertise des membres du réseau OREF apportant un regard croisé et pluridisciplinaire

Il permet ainsi de poser un regard nouveau sur la région Hauts-de-France et a permis d'alimenter et d'étayer la rédaction et les propositions d'actions déclinées dans les plans stratégiques opérationnels du CPRDFOP.



SOMMAIRE

▶ GÉOGRAPHIE DU TERRITOIRE	5
▶ POPULATION	7
▶ ECONOMIE - ENTREPRISES - EMPLOIS	9
▶ MARCHÉ DU TRAVAIL	3
▶ FORMATION	16
▶ GLOSSAIRE	22





GÉOGRAPHIE DU TERRITOIRE



1^{ère} région de France pour les déplacements domicile-travail

75% de la population est concentrée sur 15% du territoire

UNE RÉGION AU CARREFOUR DE L'EUROPE

- La région est située au centre d'un ensemble majeur composé de cinq des plus grands centres d'affaires européens (Londres, Amsterdam, Bruxelles, Luxembourg, Paris)
- La présence de l'Euro-métropole Lille-Kortrijk-Tournai, groupement européen de coopération territoriale (GECT) favorise la coopération transfrontalière entre la France et la Belgique
- L'agglomération amiénoise et du sud de la Picardie ouvrent des portes vers Paris et l'Île-de-France

DES ÉCHANGES FAVORISÉS PAR UN RÉSEAU DENSE D'INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

- De nombreuses portes internationales sont présentes sur le territoire :
 - les gares TGV-Haute Picardie, Lille-Europe et Calais-Fréthun
 - les aéroports de Beauvais, Lille, Charleroi, Bruxelles et Roissy
 - les ports maritimes de Boulogne, Calais et Dunkerque
- Trafic annuel de 5,6 millions de voyageurs sur les aéroports de Lille et de Beauvais
- Des liaisons routières performantes relient l'Île-de-France au Benelux

1^{ÈRE} RÉGION DE FRANCE POUR LES DÉPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL

- La région compte d'intenses mobilités internes : 71% des personnes en emploi travaillent hors de leur commune de résidence (64% au niveau national)
- 170 800 habitants des Hauts-de-France travaillent quotidiennement en dehors de la région
 - 120 000 résidents travaillent en région Île-de-France
 - 29 500 en Belgique
 - 11 900 en région Grand-Est
 - 9 400 en région Normandie
- En retour, 42 100 personnes viennent travailler en région Hauts-de-France.

75% DE LA POPULATION EST CONCENTRÉE SUR 15% DU TERRITOIRE

- Des foyers de peuplement importants, très urbanisés sont au nord et au sud de la région ...
 - Le département du Nord (département le plus peuplé de France), dynamisé par la métropole lilloise (espace le plus dense de la région)
 - La façade maritime, notamment Boulogne-sur-Mer, Calais et Dunkerque
 - Le sud de l'Oise avec une forte intégration de ce territoire au sein de l'agglomération parisienne
- ... et le reste du territoire moins peuplé, est marqué par la ruralité avec quelques poches de peuplements



GÉOGRAPHIE DES PROFESSIONNELLS DE SANTÉ

UNE DENSITÉ DE PROFESSIONNELLS DE SANTÉ PRÉSERVÉE EN RÉGION QUI LA PLACE AU 3ÈME RANG DE FRANCE

- 21 pôles d'offre de soins
- 49 maisons de santé en activité plus souvent implantées en milieu rural et/ou milieu urbain défavorisé

POUR AUTANT...

... **DES DISPARITÉS TERRITORIALES DE DESSERTE MÉDICALE DEMEURENT** entre les deux anciens territoires Nord - Pas-de-Calais et Picardie, Lille étant un pôle majeur (plus de 1 500 professionnels)

... UN NOMBRE DE MÉDECINS GÉNÉRALISTES LIBÉRAUX PLUS FAIBLE QU'AU NATIONAL

- La région est au 10^{ème} rang sur 13 régions
- Des médecins généralistes plus jeunes en région (45,9% ont plus de 55 ans en région et 47,6% en France)
- Une situation contrastée entre les territoires les plus urbains (densité comprise entre 95 et 110 médecins) et les territoires ruraux (densité comprise entre 40 et 70 médecins)

MOINS DE MÉDECINS SPÉCIALISTES EN RÉGION QU'AU NATIONAL

- La région est au 8^{ème} rang sur 13 régions

Sources :

Région Hauts-de-France, Atlas de la nouvelle région Tome 1 Population, Tome 3 Les conditions de vie et Tome 4 La région en mouvement – Septembre 2015
ASIP-Santé RPPS, traitements Drees, données au 1er janvier 2015
ORS 50/51° NORD n°48 et 49 - 2016





POPULATION

**6 millions d'habitants
en Hauts-de-France**

**39%
de moins de 30 ans**



3^{ÈME} RÉGION LA PLUS PEUPLÉE DE FRANCE

- La région Hauts-de-France compte près de 6 millions d'habitants
 - soit 9,4% de la population française
- Elle est la plus densément peuplée derrière l'Île-de-France
 - 188 habitants/km² (116 habitants/km² en France)
- Le peuplement est principalement organisé autour de grands pôles urbains
 - Surreprésentation des villes de taille intermédiaire (5 000 à 50 000 habitants)

LA RÉGION LA PLUS JEUNE DE FRANCE...

- L'Oise, le Nord et le Pas-de-Calais sont les trois départements les plus jeunes de France, derrière l'Île-de-France
- 39% de la population est âgée de moins de 30 ans (36,3% en France métropolitaine)

... MAIS UN VIEILLISSEMENT IMPORTANT DE LA POPULATION

- Tout comme en France, les générations du baby-boom entrent progressivement dans la catégorie des séniors. De 15% en 2012, leur proportion devrait passer à 24% à l'horizon 2040.

MALGRÉ UNE FÉCONDITÉ PLUS ÉLEVÉE QU'EN FRANCE, LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE RALENTIT

- 2,08 enfants par femme en région, soit le taux de fécondité le plus élevé de France (1,98 en France)
- Les mères de la région sont les plus jeunes de France métropolitaine
 - elles sont en moyenne âgées de 29,6 ans contre 30,5 ans au niveau national
- On constate une augmentation de 300 000 personnes sur 30 ans et la population continue d'augmenter : + 0,2% par an
- Néanmoins, le poids démographique de la région s'affaiblit :
 - la région représentait 10,4% de la population de France métropolitaine en 1982, elle ne pèse plus que 9,4% en 2012

UN DÉFICIT D'ATTRACTIVITÉ : LES HABITANTS QUITTENT DAVANTAGE LA RÉGION QU'ILS NE S'Y INSTALLENT

- Le solde migratoire de la région est défavorable : -15 980 habitants en 2014
- Par ailleurs, on constate une certaine attractivité des étudiants pour suivre leurs études en région mais une partie d'entre eux la quitte dès leur formation terminée

LE NIVEAU DE FORMATION DE LA POPULATION RÉGIONALE EST INFÉRIEUR À LA MOYENNE NATIONALE MAIS LA PART DES NON-DIPLÔMÉS TEND À SE RÉDUIRE

- 37% de la population non scolarisée de 15 ans ou plus est non-diplômée (32% en France). Cette part tend à diminuer, en région comme en France mais l'écart avec le national reste identique
 - Certains territoires comptent plus de 40% de non-diplômés : Thiérache, Péronne, Abbeville, Vallée de la Bresle - Vimeux
- Un quart de la population dispose d'un niveau V tout comme au national
- La part des diplômés de l'enseignement supérieur augmente en région mais reste inférieure de plus de 5 points à celle de la France

LES 16-25 ANS MOINS SOUVENT SCOLARISÉS QU'EN FRANCE

- En 2013, sur 767 961 jeunes de 16 à 25 ans, 53% sont scolarisés (56,8% en France métropolitaine)
- Toutefois, la région se distingue par un taux de scolarisation supérieur chez les enfants de 2 ans (29,3% contre 16,5% en moyenne nationale)

UNE PROPORTION PLUS ÉLEVÉE DE PERSONNES EN SITUATION D'ILLETTRISME EN RÉGION

- 11% de la population régionale, âgée de 16 à 65 ans et ayant été scolarisée en France, est en situation d'illettrisme (7% en France métropolitaine)
- Plus de la moitié des personnes en situation d'illettrisme ont plus de 45 ans en région tout comme en France.
 - 13% sont âgés de 16 à 25 ans (12% en France métropolitaine)

Pour aller plus loin :





ESPÉRANCE DE VIE ET MORTALITÉ EN RÉGION

LA RÉGION AU DERNIER RANG DE FRANCE MÉTROPOLITAINE EN MATIÈRE D'ESPÉRANCE DE VIE À LA NAISSANCE

- 75,9 ans pour les hommes et 82,9 ans pour les femmes respectivement 78,5 et 84,9 en France métropolitaine
- toutefois, on note des améliorations notamment dans les départements du Nord et l'Oise

UNE MORTALITÉ AVANT 65 ANS SUPÉRIEURE DE 30% À CELLE OBSERVÉE EN FRANCE MÉTROPOLITAINE

- + 27% de décès par cancer
- + 68% de décès par maladies de l'appareil respiratoire
- + 38% de décès liés aux pathologies cardiovasculaires

En cause principalement : le manque de prévention, des comportements à risques plus nombreux, un recours plus tardif aux soins, le poids des déterminants environnementaux et comportementaux

- Des disparités territoriales et des indicateurs d'évolution qui marquent un rattrapage de certains territoires (Roubaix-Tourcoing et Flandres-Lys par exemple) grâce à la redynamisation de ces territoires sous l'effet de l'action publique régionale ou nationale en matière de santé

SITUATION SOCIALE DE LA RÉGION

LE PLUS FAIBLE NIVEAU DE VIE MÉDIAN DE FRANCE

- La moitié de la population gagne moins de 1 550 € par mois (1 680 € en France)
- le Pas-de-Calais et le Nord sont les départements dans lesquels les prestations sociales contribuent le plus
- au revenu disponible des ménages

UNE RÉGION FRAGILISÉE SOCIALEMENT

- 300 000 allocataires du RSA
- 194 ménages sur 1 000 sont bénéficiaires d'allocations familiales (172/1 000 en France métropolitaine)
- 134 bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement sur 1 000 habitants (102/1 000 en France métropolitaine)
- 930 logements sociaux pour 10 000 habitants (718/10 000 en France de province)
- 828 bénéficiaires d'allocations de la prestation accueil pour jeune enfant pour 1000 habitants (788/1 000 en France métropolitaine)
- 242 personnes sur 1 000 âgées de 75 ans ou plus sont bénéficiaires de l'APA (206 en France métropolitaine)
- 10,2% des habitants sont couverts par la CMU (6,8% en France métropolitaine)

Sources :

Insee, RP 2013, exploitation principale

Insee, modèle omphale

Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal 2013

Insee, Comptes régionaux, données en volume base 2010

Insee, enquête IVQ 2011-2012 – document ANLCl

Région Hauts-de-France, Atlas de la nouvelle région Tome 1 Population et Tome 3 Conditions de vie – septembre 2015

DREES, CNAF 2015

Atlas des Départements 2016





6^{ème} PIB régional
2^{ème} taux de pauvreté

417 687 établissements
+ de 2,1 millions d'emplois



6^{ÈME} PIB RÉGIONAL DE FRANCE (7,3% DE LA RICHESSE NATIONALE CRÉÉE) MAIS 2^{ÈME} TAUX DE PAUVRETÉ LE PLUS ÉLEVÉ DE FRANCE

- Le PIB de la région Hauts-de-France s'élève à 151 milliards d'euros
- La productivité au regard du PIB par emploi est proche de la moyenne de province (69 275 € en région contre 70 259 € en France de province)
- Un taux de pauvreté de 18,2% (14,5% en France)
- 2^{ème} rang des régions ayant la plus faible part de ménages fiscaux imposés : 52,1% (58,2% en France)

UN TISSU PRODUCTIF EN PLEINE MUTATION...

... LE POIDS DE L'INDUSTRIE TEND À SE RÉDUIRE MAIS RESTE FORTEMENT PRÉSENT EN RÉGION

- En 2013, l'emploi industriel régional représente 10% des emplois industriels de France
- Profondément recomposé, et malgré la perte de près de 60 000 emplois salariés entre 2007 et 2013, l'emploi industriel représente encore 315 800 emplois (en deçà des régions les plus performantes comme Auvergne-Rhône Alpes), soit plus de 15 % de l'emploi total régional. La comparaison internationale avec l'Allemagne montre également qu'un plus fort emploi industriel permet d'atténuer le taux de chômage
- L'industrie chimique, la métallurgie, l'industrie automobile et les industries agroalimentaires se placent aux premières positions des produits les plus exportés en région pour un montant de 26 milliards d'euros en 2016
- Certains secteurs industriels restent très présents :
 - la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique
 - l'industrie chimique
 - l'industrie agroalimentaire
 - la métallurgie
 - et la fabrication de matériels de transport
- La nouvelle région jouit encore d'ancrages compétitifs sur des marchés porteurs : le ferroviaire, l'aéronautique, le machinisme agricole, certains segments de la métallurgie (robinetterie de luxe par exemple)

...MALGRÉ DES DIFFICULTÉS CONJONCTURELLES, LE BÂTIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS CONSTITUENT UNE FILIÈRE STRATÉGIQUE

- En 2013, l'emploi dans le secteur de la construction représente 8 % des emplois de la construction de France
- Le secteur de la construction pèse 137 600 emplois totaux en région, soit 6% de l'emploi régional
 - Entre 2007 et 2013, ce secteur enregistre une perte de 11 500 salariés
- Des gisements d'emplois importants mais vulnérables aux variations conjoncturelles
- Une progression attendue des marchés du bâtiment liés à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables

...MÊME SI LES EMPLOIS DANS L'AGRICULTURE SONT EN REPLI, LA RÉGION RESTE UN ESPACE AGRICOLE MAJEUR

- La région compte parmi les plus grandes régions agricoles de France (2 145 168 hectares de surface agricole utilisée et 27 200 exploitations)
- En 2013, l'emploi dans le secteur agricole représente 7% des emplois agricoles de France, soit 48 700 emplois totaux
- Plus de la moitié des exploitations agricoles sont spécialisées dans les grandes cultures (céréales, oléagineux, betterave, pomme de terre et légumes)

... LE SECTEUR TERTIAIRE SE DÉVELOPPE, NOTAMMENT SUR LE SECTEUR NON MARCHAND

- Plus des 2/3 de l'emploi total régional sont dans le secteur tertiaire :
 - Le commerce pèse 7,5% des emplois du commerce de France (890 000 emplois en région)
 - plus de 9 % des emplois nationaux du secteur de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale sont présents en région (743 500 emplois en région). Ce secteur se développe : + 11 050 emplois entre 2008 et 2013
- La région se distingue par une surreprésentation du secteur non marchand, pour autant la création d'emplois marchands reste un enjeu pour la région



LA TAILLE MOYENNE DES ÉTABLISSEMENTS EST LÉGÈREMENT SUPÉRIEURE À CELLE DE LA FRANCE

- 417 687 établissements en Hauts-de-France fin 2014 soit 6,6% du parc national
- Première région d'implantation des grandes entreprises
 - Plus forte part des établissements de 50 salariés et plus : 1,6% contre 1,1% en France
 - Des emplois qui dépendent plus fréquemment de grandes entreprises : 330 000 Equivalents Temps Pleins (ETP) sont dans ce cas, soit 31 % des emplois
- Moins d'entreprises sans salarié : 67,8% contre 71% en France
 - Notamment lié à un moindre développement de l'artisanat en région : 122 entreprises artisanales pour 10 000 habitants en région, dernier rang de France (183 en France)

LA CRÉATION D'ENTREPRISES EST PORTÉE PAR LE SECTEUR DES SERVICES

- 32 195 entreprises créées en 2015, soit 6% des créations d'entreprises de France
 - - 6,3% créations par rapport à 2014 (- 4,7% en France)
 - 16 419 créations dans le secteur des services (soit 51% des créations en région et 55% en France)
 - 9 980 créations dans le secteur du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration (31% des créations contre 28% en France)
- 5 058 entreprises défaillantes en 2015, soit 8% des défaillances d'entreprises de France
 - - 0,6% de défaillances par rapport à 2014 (+ 1,3% en France)
 - En 2015, le nombre de défaillances dans le secteur de la construction et dans l'industrie diminue par rapport à 2014
- Soit 27 137 entreprises supplémentaires en 2015 en Hauts-de-France

PLUS DE 2,1 MILLIONS D'EMPLOIS EN RÉGION, SOIT 8,3% DE L'EMPLOI NATIONAL

- 5ème région de France en termes d'emplois (4ème en 2008)

DES DISPARITÉS TERRITORIALES ET DES TERRITOIRES FRAGILISÉS DEPUIS LA CRISE DE 2008

- L'emploi total diminue sur tous les territoires de la région depuis la crise de 2008 (-2,1% entre 2007 et 2013 et +0,6% en France)
 - la zone d'emploi de Lille fait exception (+5% d'emplois entre 2007 et 2013)
 - Entre 1998 et 2013, la région gagne près de 121 000 emplois mais elle en perd 47 000 entre 2007 et 2013
- Cinq zones d'emploi ont perdu plus de 5% de leur emploi total entre 1998 et 2013 :
 - Péronne (-14,8%, soit 3 781 emplois)
 - Saint-Quentin (-9,3%, soit 4 642 emplois)
 - Soissons (-8,1%, soit 2 656 emplois)
 - Calais (-8,1%, soit 4 322 emplois)
 - Cambrai (-5,4%, soit 3 121 emplois)

LE TAUX D'EMPLOI LE PLUS FAIBLE DE FRANCE

- 58,6% de la population âgée de 15 à 64 ans est en emploi (63,7% en France)
- Le taux d'emploi des femmes de 15 à 64 ans est particulièrement faible en région (54,1% contre 60,4% en France)
- Il faudrait augmenter de 195 000 le nombre d'actifs en emploi pour atteindre le taux d'emploi de France métropolitaine

UN DÉFICIT D'EMPLOIS QUALIFIÉS EN RÉGION

- Malgré une dynamique de rapprochement de la structure nationale des emplois ...
... une proportion d'ouvriers et d'employés plus importante en région qu'en France au détriment des cadres et professions intellectuelles supérieures
 - 25,6% d'ouvriers (21% en France)
 - 29,1% d'employés (27,9% en France)
 - 13,4% de cadres et professions intellectuelles supérieures (17,4% en France)

PRÈS DE LA MOITIÉ DES ACTIFS OCCUPANT UN EMPLOI DE CADRE SONT CONCENTRÉS SUR 4 ZONES D'EMPLOI

- 46% des actifs occupant un emploi de cadre sont concentrés sur les zones d'emploi sous influence de la métropole lilloise ou francilienne :
 - Lille
 - Roubaix-Tourcoing
 - Compiègne
 - Roissy Sud Picardie
- A l'inverse, du fait d'une forte spécialisation industrielle, les emplois d'ouvriers sont très présents sur les zones de la Vallée de la Bresle-Vimeu, Péronne, Saint-Omer





L'EMPLOI DANS LE SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL EN RÉGION

13,4% DE L'EMPLOI RÉGIONAL, SOIT 300 000 PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ ET DU SOCIAL EN RÉGION

- 45% des professionnels exercent dans le social et 55% dans le sanitaire
- 60% des emplois concernent les métiers du soin et de l'accompagnement social
- Des emplois essentiellement exercés dans les secteurs d'activité de l'hébergement médico-social, l'action sociale sans hébergement ou dans les activités pour la santé humaine
- A noter que 23% des emplois de l'accompagnement social s'exercent dans l'administration publique

DES EMPLOIS TRÈS FÉMINISÉS ET DES PROFESSIONNELS RELATIVEMENT JEUNES

- 85% de femmes dans le secteur et seulement 15% d'hommes
- Les métiers de la rééducation, des techniciens de santé, de l'encadrement et de la filière éducative sont toutefois plus masculins (une part comprise entre 30 % et 36% d'hommes)
- 1/3 des actifs occupés ont moins de 30 ans (21% en moyenne régionale)
- Pour autant, la part des 50 ans et plus est sensiblement plus élevée pour les professionnels de l'aide à domicile et de l'encadrement

DES CONDITIONS D'EMPLOI STABLES : MAJORITAIREMENT À DURÉE INDÉTERMINÉE ET À TEMPS COMPLET

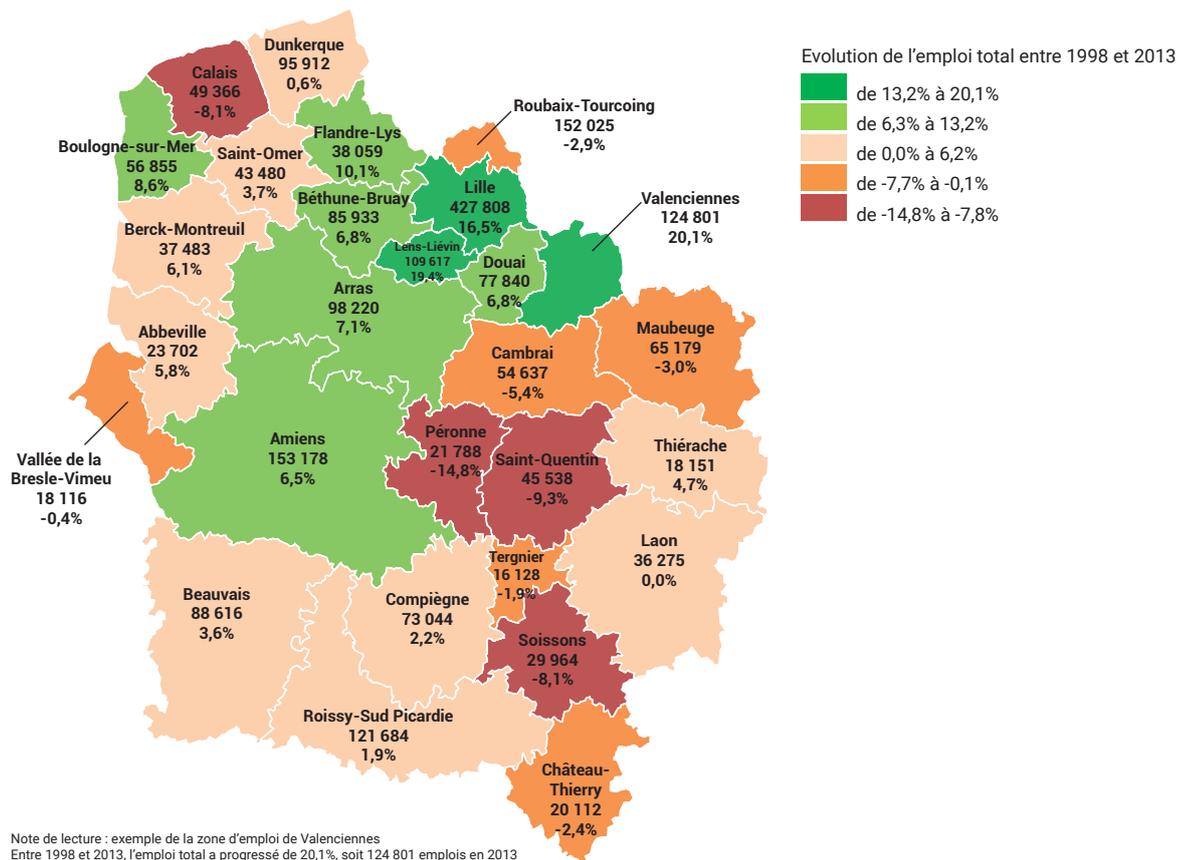
- 80% des emplois sont à durée indéterminée et ce aussi bien dans la santé que dans le social
- La part du libéral est plus importante dans les métiers de la rééducation (44% contre 4% dans le secteur)
- Faible recours au CDD et à l'intérim, à l'exception des emplois d'aide à domicile dont 20% des contrats actuels sont à durée déterminée.
- 70% des emplois exercés sont à temps complet, pour autant les emplois à temps partiel sont plus fréquents dans le secteur social (39% contre 22% pour le sanitaire). La part d'emplois à temps partiel la plus élevée est dans les métiers de l'aide à domicile (un actif sur deux).

Sources :

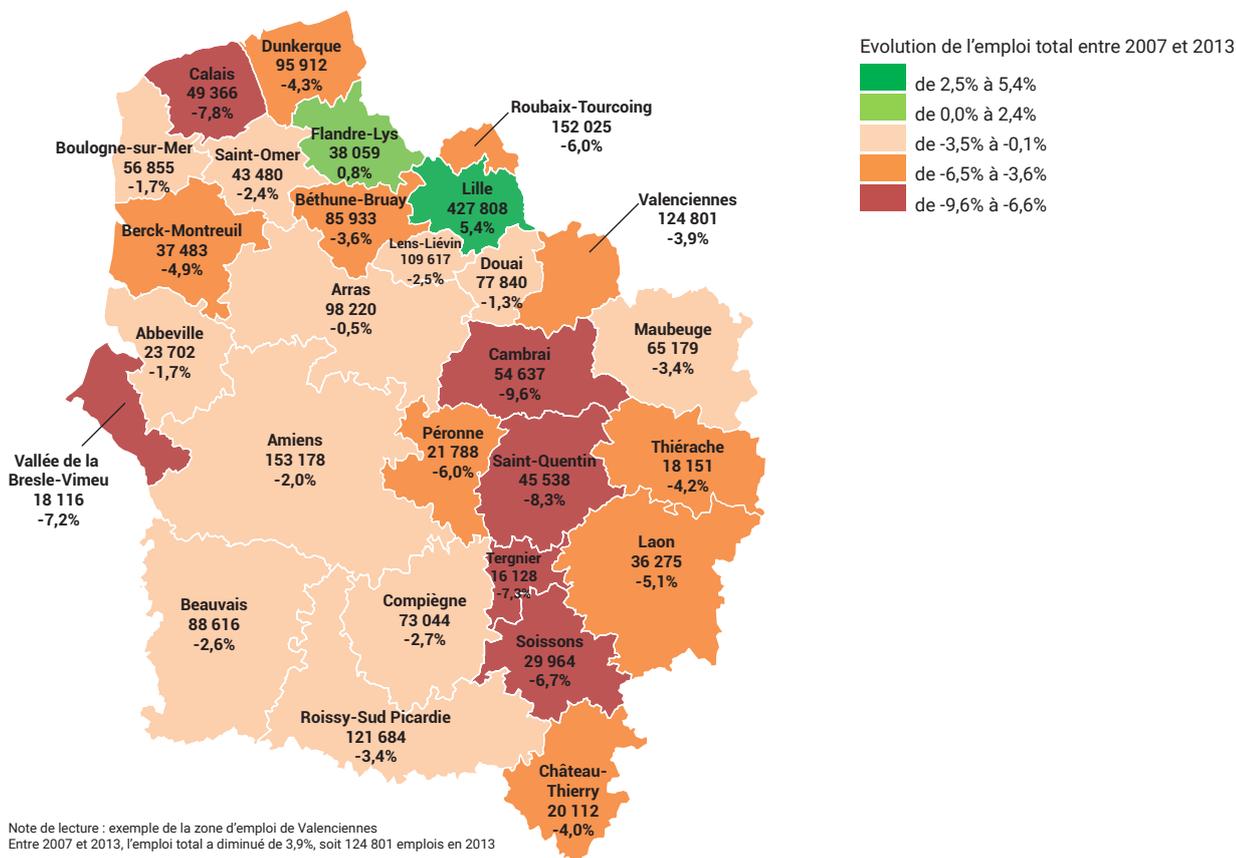
Insee, comptes régionaux (données 2013 semi-définitives)
Insee, Répertoire SIRENE 2015
Insee, Clap, Établissements actifs au 31 décembre 2014
Insee, RP 2013 exploitation principale lieu de travail
Insee Analyses Nord-Pas-de-Calais-Picardie N° 18 - juillet 2016
Insee Bilan économique 2015, Conjoncture n°3, mai 2016
Insee Analyses Hauts-de-France - 25 ans de dynamiques économiques en Nord-Pas-de-Calais - Picardie - N° 20 - juillet 2016
Atlas de la nouvelle région Tome 4 La région en mouvement et Tome 5 Activité éco, R&D et innovation 2015
Directe, Hauts-de-France, URSSAF 2015
Observatoire du commerce extérieur – Chiffres clés Edition 2016



EVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL ENTRE 1998 ET 2013 SUR LES ZONES D'EMPLOI EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE



EVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL ENTRE 2007 ET 2013 SUR LES ZONES D'EMPLOI EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE



Sources :

Estimations d'emplois localisées
INSEE (série du 31/12/1998 au 31/12/2013)





MARCHÉ DU TRAVAIL

12%
de taux de chômage

1 600 000
embauches et sorties
des établissements



LE TAUX DE CHÔMAGE LE PLUS ÉLEVÉ DE FRANCE MÉTROPOLITAINE : 12% (9,9% EN FRANCE MÉTROPOLITAINE) (au 2^{ème} trimestre 2016)

- 2,7 millions de personnes en emploi ou à la recherche d'un emploi parmi la population âgée de 15 à 64 ans dont 2,3 millions de personnes en emploi
- La part des chômeurs (11,6%) et des inactifs (10,8%) est plus forte en région qu'en France (respectivement 9,6% et 8,3%)
- Une proportion plus importante de personnes sans activité professionnelle parmi les femmes et les seniors
 - Avec une plus forte présence estudiantine en région (10,5% en région et 8,2% en France)

10,4% DES DEMANDEURS D'EMPLOI DE FRANCE

- 571 344 demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et ayant exercé ou non une activité dans le mois (cat A,B,C) inscrits au 31 juillet 2016
- 52% d'hommes et 48% de femmes (51% de femmes en France)
- 32% de moins de 30 ans et 22% de plus de 50 ans (28% de moins de 30 ans et 24% de plus de 50 ans en France)
- Plus de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus (49% en région et 45% en France)
- Une plus forte part de demandeurs d'emploi de niveau CAP-BEP (42% en région et 37% en France) et une moindre part de demandeurs d'emploi diplômés du supérieur (17% en région et 24% en France) en partie liée au niveau de formation de la population
- + 1 700 demandeurs d'emploi catégorie A,B,C sur un an soit + 0,3% en région entre le 2^{ème} trimestre 2015 et le 2^{ème} trimestre 2016 (+ 0,9% en France)

85 000 RETOURS À L'EMPLOI (POUR UNE DURÉE SUPÉRIEURE OU ÉGALE À UN MOIS) ENREGISTRÉS AU 2ÈME TRIMESTRE 2016

- La région Hauts-de-France affiche deux tendances positives :
 - la plus forte hausse annuelle parmi l'ensemble des régions (+5,4%)
 - un nombre record de reprises d'emploi pour un deuxième trimestre

LA MAJORITÉ DES RECRUTEMENTS SE FONT SUR DES CONTRATS COURTS ...

- Au 2^{ème} trimestre 2016, 980 000 déclarations préalables à l'embauche
 - Une part importante de l'intérim (60% en région et 48% en France)
 - 34% en CDD de moins de 6 mois (44% en France)

... IMPLIQUANT DES MOUVEMENTS DE MAIN D'ŒUVRE PARTICULIÈREMENT ÉLEVÉS EN RÉGION COMME EN FRANCE

- Au 1^{er} trimestre 2015, 15,6% des postes de travail ont changé de salarié (16,8% en France)
- D'avril 2014 à mars 2015, les embauches et les sorties d'emploi représentent chacune des flux de près de 800 000, soit 1 600 000 entrées et sorties sur les établissements d'un salarié et plus

DEUX TIERS DES PROJETS DE RECRUTEMENT RECENSÉS PAR PÔLE EMPLOI SONT DANS LE SECTEUR DES SERVICES

- Santé humaine et action sociale (24% d'emplois saisonniers)
- Services aux entreprises (14% d'emplois saisonniers)
- Administration publique-enseignement (39% d'emplois saisonniers)



MARCHÉ DU TRAVAIL DES SECTEURS SANITAIRE ET SOCIAL

UN DIPLÔME RÉGLEMENTAIRE EXIGÉ POUR EXERCER CERTAINES PROFESSIONS

- Du point de vue des organismes de formation, une très bonne insertion professionnelle à l'issue du diplôme

DES MARCHÉS DU TRAVAIL DIFFÉRENCIÉS ENTRE LE SECTEUR DE LA SANTÉ ET CELUI DU SOCIAL

- 60 660 demandeurs d'emploi dont les ¾ sont dans le domaine du social et des services à la personne
- Une part de chômeurs de longue durée inférieure de 11 points à la moyenne régionale pour la santé et supérieure de 5 points pour le social, en particulier dans l'aide à domicile

DES OPPORTUNITÉS D'EMPLOI EN RÉGION

- 16 900 projets de recrutement déclarés en 2016 pour les établissements relevant de la santé humaine et de l'action sociale. En particulier sur les métiers :
- aide à domicile et aide-ménagère (4 095 projets de recrutement en 2016 dont les 2/3 à titre permanent)
- aide-soignant, dont aide médico-psychologique et auxiliaire de puériculture (3 614 projets de recrutement en 2016 dont les 3/4 à titre permanent)
- éducateur spécialisé (1 300 projets de recrutement en 2016)

- **DES PROJETS DE RECRUTEMENT EN BAISSÉ SUR LE MÉTIER D'INFIRMIER-E** (- 150 projets entre 2015 et 2016) contrairement au national où la demande en recrutement est en hausse

DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT MOINS PRÉSENTES EN RÉGION QU'AU NATIONAL :

- 47,6% de projets de recrutement jugés difficiles pour les aides à domicile et aides-ménagères contre 60,5% en France métropolitaine
- 25,3% pour les aides-soignants contre 32,9% en France métropolitaine

Sources :

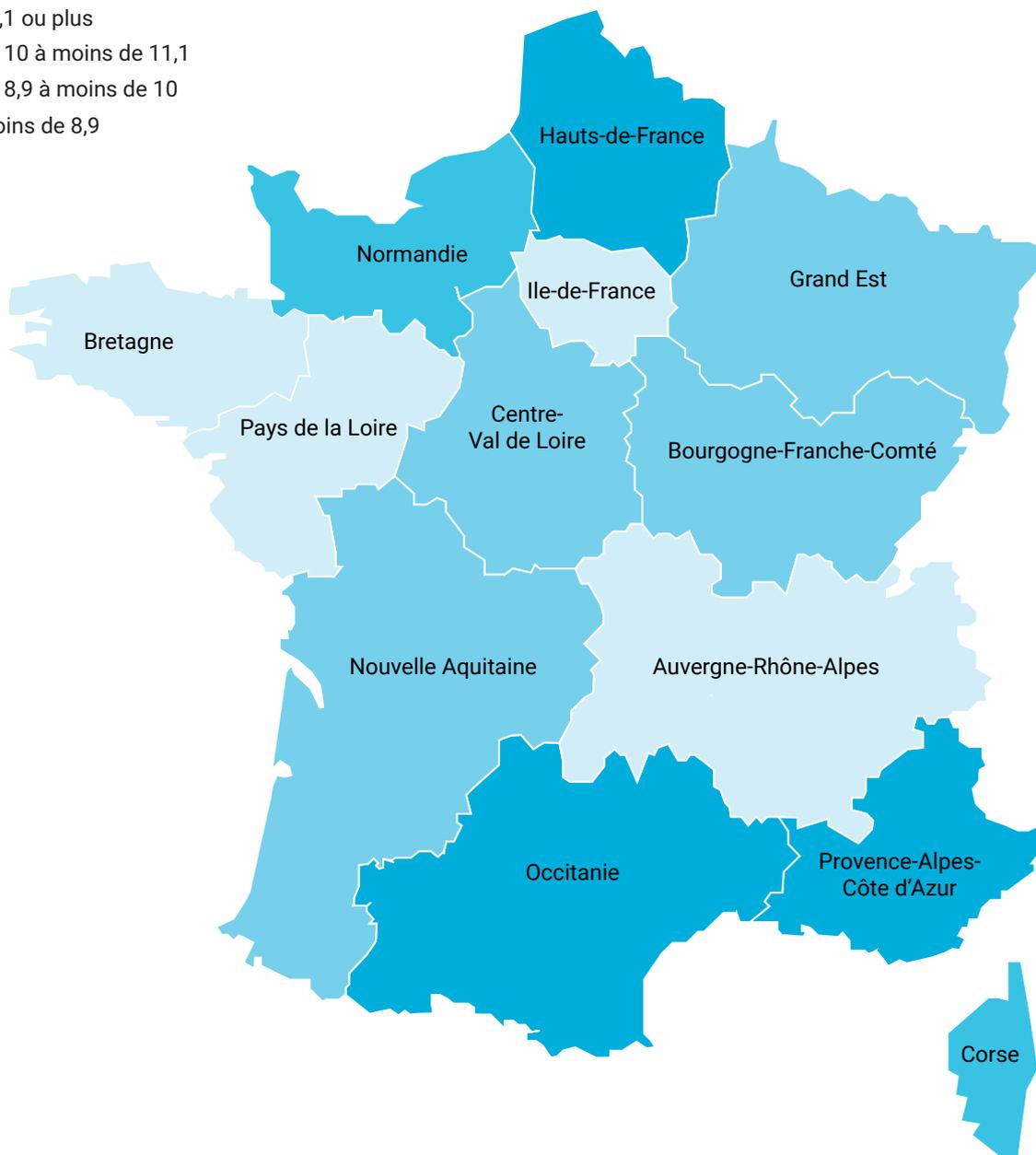
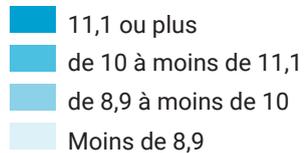
Insee, taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT 2ème trimestre 2016
Pôle emploi - Dares, STMT, Traitements Pôle emploi NPDCP au 31.07.2016
Pôle emploi - enquête BMO 2016
Pôle emploi, Les reprises d'emploi en Hauts-de-France, Eclairages et synthèses n°26 octobre 2016
ACOSS/MSA - Données brutes 2ème trimestre 2016
Direccte Hauts-de-France- Fusion EMMO-DMMO - 2014-2015
Direccte Hauts-de-France STMT - Pôle emploi, Dares, Calculs : 2014-2015
Région Hauts-de-France, dialogue de gestion avec les organismes de formation santé social 2015



TAUX DE CHÔMAGE LOCALISÉS DU 2ÈME TRIMESTRE 2016 (DONNÉES CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES - CVS : COMPARAISONS RÉGIONALES)

2^{ème} trimestre 2016 (p)

en %



Sources :

(p) Les données du dernier trimestre sont provisoires

Champ : France métropolitaine

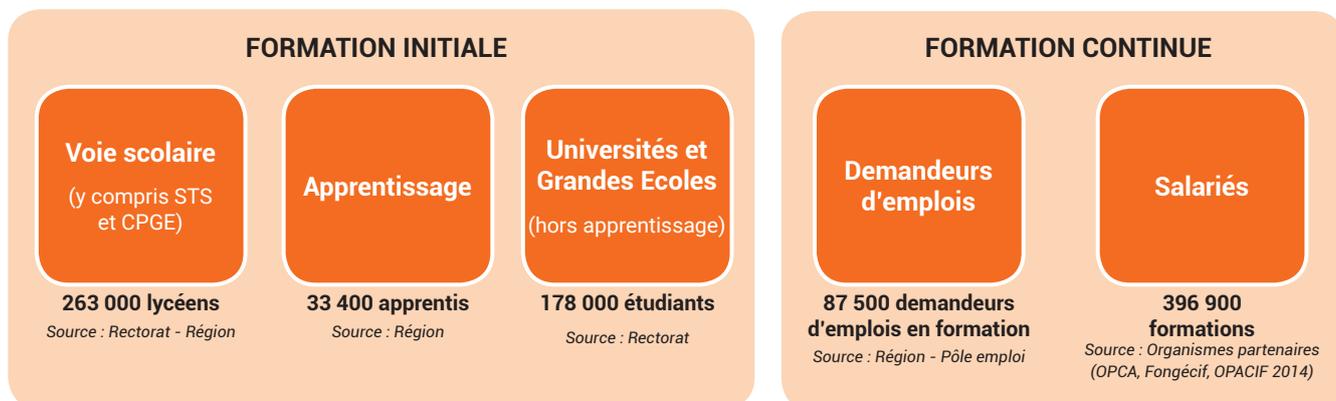
INSEE, taux de chômage localisés et de taux de chômage au sens du BIT



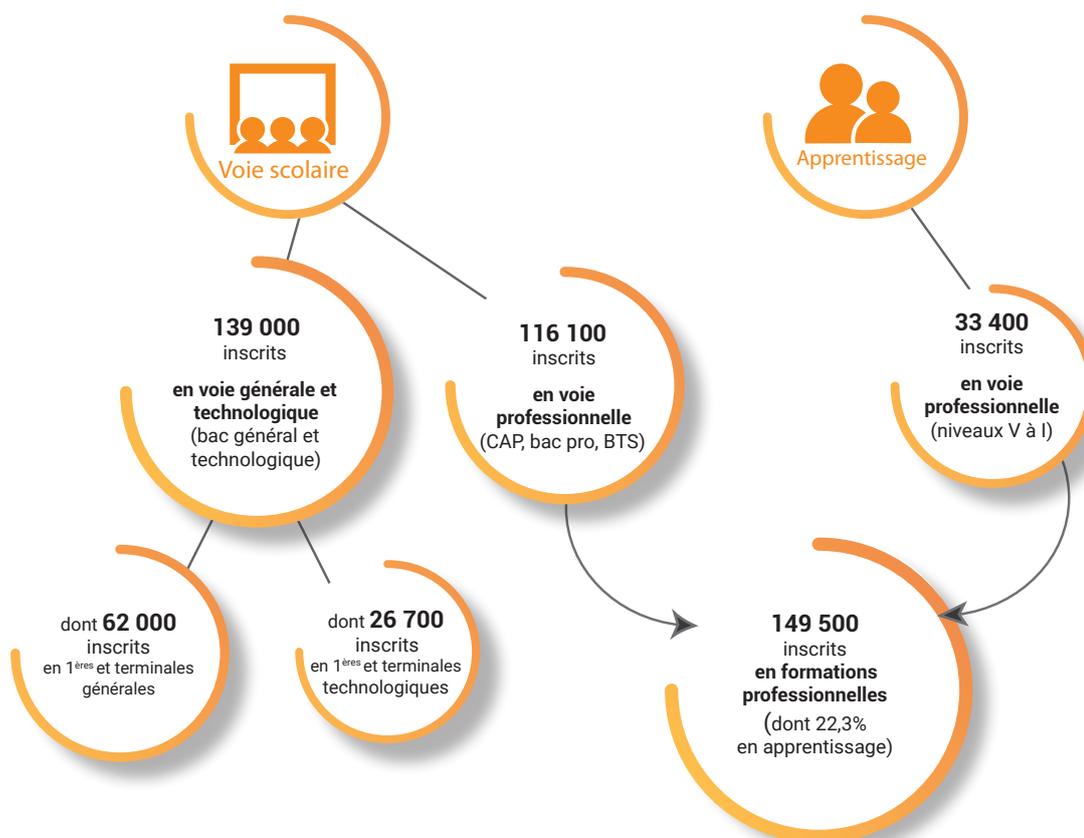


FORMATION

La formation en région Hauts-de-France en 2015 - 2016 (enseignement public et privé sous contrat y compris enseignement agricole)



Effectifs d'élèves et d'apprentis de l'enseignement public et privé sous contrat en 2015 - 2016 (y compris enseignement agricole)



UNE PART D'ÉLÈVES EN 1^{ÈRE} ET TERMINALE DE BAC PROFESSIONNEL SUPÉRIEURE DE 5 POINTS AU NATIONAL

- 39,4% des élèves sont en Bac général (44,6% au national)
- 17% des élèves sont en Bac technologique, soit une part équivalente au national
- 43,5% des élèves sont en Bac Professionnel, soit 5,4 points de plus qu'au national
 - Cette proportion passe à 45% si l'on tient compte des bacheliers professionnels de l'apprentissage

L'OFFRE EN ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL AU LYCÉE TEND VERS LA MOYENNE NATIONALE MAIS RESTE PLUS PRÉSENT EN RÉGION

- L'enseignement professionnel est plus présent en région : 59% des lycées de Hauts-de-France proposent un enseignement professionnel (57% en France)
 - Particulièrement sur l'académie de Lille : 61,9% de lycées professionnels contre 52,6% sur l'académie d'Amiens

L'APPRENTISSAGE EST MOINS DÉVELOPPÉ EN RÉGION QU'EN FRANCE

- 4,2% des 16-25 ans étaient en apprentissage en 2014 (4,9% en France)
- 33 400 apprentis inscrits dans les 362 sites de formation en apprentissage de la région
 - dont 35% inscrits dans l'enseignement supérieur (34% en France)
- L'apprentissage moins développé
 - au niveau bac pro en région (6,8%) qu'en France (9,1%)
 - au niveau CAP en région (43,6%) qu'en France (56,1%)
- Seulement 0,8% des élèves de 3^{ème} (hors SEGPA) se sont orientés vers l'apprentissage (2% en France)

UNE ORIENTATION VERS LA VOIE GÉNÉRALE ET TECHNOLOGIQUE EN PROGRESSION

- 61% des élèves de 3^{ème} (hors SEGPA) s'orientent vers une seconde générale et technologique (64% en France). Ce qui classe les académies de Lille et d'Amiens dans le dernier tiers (sur 30 académies)
- Une orientation vers la voie professionnelle encore marquée en région (+5 points par rapport à la France), principalement liée au passé industriel de la région

PRÈS DE 7 ÉLÈVES DE 6^{ÈME} SUR 10 PEUVENT ESPÉRER OBTENIR UN BACCALAURÉAT

- La moitié des élèves de 6^{ème} peuvent espérer obtenir un Bac général ou technologique
- Près de 2 élèves de 6^{ème} sur 10 peuvent espérer obtenir un Bac professionnel
- Ce taux d'espérance pour un élève de 6^{ème} d'obtenir le Bac est faible, les deux académies de Lille et Amiens se classent respectivement au 27^{ème} et 28^{ème} rang en 2013 (sur 30 académies)

PLUS DE 20 000 DÉCROCHEURS POTENTIELS PAR AN

- La région concentre une forte proportion de zones à risque d'échec scolaire
- En mars 2016, plus de 20 000 décrocheurs potentiels en région (il s'agit de jeunes non retrouvés d'une année à l'autre dans les bases administratives des personnes scolarisées) dont 64,5% sont issus de lycées professionnels
- 29% des jeunes non scolarisés de 15 à 24 ans n'ont aucun diplôme, soit 84 000 jeunes (25% en France)

PRÈS DE 8 BACHELIERS SUR 10 POURSUIVENT DES ÉTUDES SUPÉRIEURES

- 76,7% des bacheliers poursuivent des études dans l'enseignement supérieur (77% en France)
- Une poursuite d'études des bacheliers professionnels vers le BTS plus importante en région qu'en France (28,4% en région, 27,8% en France)

L'INSERTION DES JEUNES EST PLUS DIFFICILE EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

- 63% des jeunes sortis de formation en 2010 sont en emploi en 2013 (68% en France)
- 25% des jeunes sortis de formation en 2010 sont à la recherche d'un emploi en 2013 (20% en France)

LA QUALITÉ DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE EST TRÈS VARIABLE SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME

- Les jeunes moins qualifiés rencontrent de plus grandes difficultés d'insertion
 - Seuls 32% des jeunes non diplômés sont en emploi contre 65% des bacheliers et 85% des jeunes titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur
- 29% des jeunes sortis de formation en 2010 ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en reprise d'études trois ans après leur sortie de formation, soit 20 000 jeunes environ sur la région (24% en France)
- Par ailleurs, l'insertion professionnelle varie selon le type de diplôme et les spécialités de formation



LE DIPLÔME RESTE UN REMPART CONTRE LE CHÔMAGE

- Les actifs sans diplôme ont 4 fois plus de risques d'être au chômage que les actifs diplômés de l'enseignement supérieur

EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE, UN EFFORT DE FORMATION CONTINUE CONSÉQUENT

- 87 500 demandeurs d'emploi de la région Hauts-de-France sont entrés en formation en 2015
 - 10% des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont entrés en formation en 2015 (part stable par rapport à 2014)
 - La formation des demandeurs d'emploi est principalement à destination des publics peu qualifiés
- En 2014, les organismes paritaires de la région ont engagé près de 396 900 formations pour les salariés, soit 7,8% de l'effort de formation national
 - 2 799 personnes ont bénéficié d'un CIF, un chiffre en baisse depuis 2009, tout comme au niveau national
 - 334 175 stagiaires ont bénéficié d'une formation au titre du plan de formation, soit 22% des salariés potentiellement concernés. Ce taux d'accès à la formation est inférieur d'un point à la moyenne nationale
 - 17% de ces formations ont concerné des salariés dans des entreprises de moins de 10 salariés (15% pour la France)
- Par ailleurs, les OPCA ont permis à 16 781 personnes d'entrer en contrat de professionnalisation dont 11 422 jeunes (+7,2% par rapport à 2013) et 5 359 adultes
 - Les formations en gestion, commerce, vente, comptabilité, transports sont les plus demandées (56% des contrats de professionnalisation), suivies des formations en transformations agro-alimentaires, chimiques et apparentés (9% des contrats)
 - A noter que les spécialités de production (industrie, bâtiment, etc.) représentent 20% des contrats de professionnalisation (15% pour la France)

PLUS DE LA MOITIÉ DES DEMANDEURS D'EMPLOI SORTIS DE FORMATION EN 2015 ACCÈDENT À UN EMPLOI DANS LES 6 MOIS (TOUS TYPES DE CONTRATS CONFONDUS)

- Dans les 6 mois suivant leur sortie, 29 % des stagiaires sortis d'une formation en 2015 retrouvent un emploi en CDI ou CDD de 6 mois ou plus (27% en 2014)





LES FORMATIONS DITES « DÉCENTRALISÉES » DU SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL

LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE OFFRE L'ENSEMBLE DES FORMATIONS DITES « DÉCENTRALISÉES »

- Une bonne couverture du territoire régional pour les formations d'aides-soignants, d'infirmiers et d'auxiliaires de vie sociale
- Les territoires d'Amiens et de Lille proposent l'offre de formation la plus large en région
- Quelques poches dans l'est et le sud de la région moins pourvues en formations sociales

23 715 ÉTUDIANTS EN FORMATION DONT LES 2/3 DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ

- 60% des étudiants se forment aux métiers du soin
- 17% aux métiers de la filière éducative
- 10% aux professions de l'accompagnement social
- Les autres diplômes sont plus spécialisés et par conséquent moins représentés en proportion

Formations du secteur sanitaire 6 137 diplômés	Formations du secteur social 2 749 diplômés
Niveau V 2 301	Niveau V 1 216
Niveau IV 40	Niveau IV 372
Niveau III et + 3 796	Niveau III et + 1 161

UN PUBLIC FORMÉ MAJORITAIREMENT FÉMININ ET ORIGINAIRE DE LA RÉGION

- en moyenne on compte 4 femmes en formation pour 1 homme
- forte concentration de femmes dans les formations aux professions médicales et pharmaceutiques (95%), de l'aide à domicile (95%) et des métiers de l'accompagnement social (93%)
- plus d'1/3 d'hommes présents dans les formations des métiers de l'encadrement social (40%), de la rééducation et de la réadaptation (36%) et des métiers techniques de la santé (34%)
- 82% des inscrits en formations sanitaires et sociales sont originaires de la région

UNE PRÉPONDÉRANCE DE LA FORMATION INITIALE DANS LE SANITAIRE CONTRAIREMENT AUX FORMATIONS SOCIALES DAVANTAGE MOBILISÉES VIA LA FORMATION CONTINUE

- ¾ des formés aux métiers de la santé sont étudiants ou élèves, contre 44% pour les formations sociales
- Une proportion d'apprentis quasi nulle dans les formations sanitaires, très faible dans les formations sociales (3%), 250 apprentis au total
- 17% des formés dans la santé sont des demandeurs d'emploi ; et 29% pour les formations sociales
- Le statut de salarié ou agent de la fonction publique ne concerne que 9% des formés en santé et 24% dans le social

10% DES DIPLÔMÉS NATIONAUX EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE, SOIT 8 900 SORTANTS DE FORMATION PAR AN SUSCEPTIBLES DE SE PORTER SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

- La moitié sont diplômés d'une formation de niveau III, 40% d'une formation de niveau V
- 60% sont des diplômés de la famille du soin, 13% des métiers de l'accompagnement social et 11% de la filière éducative

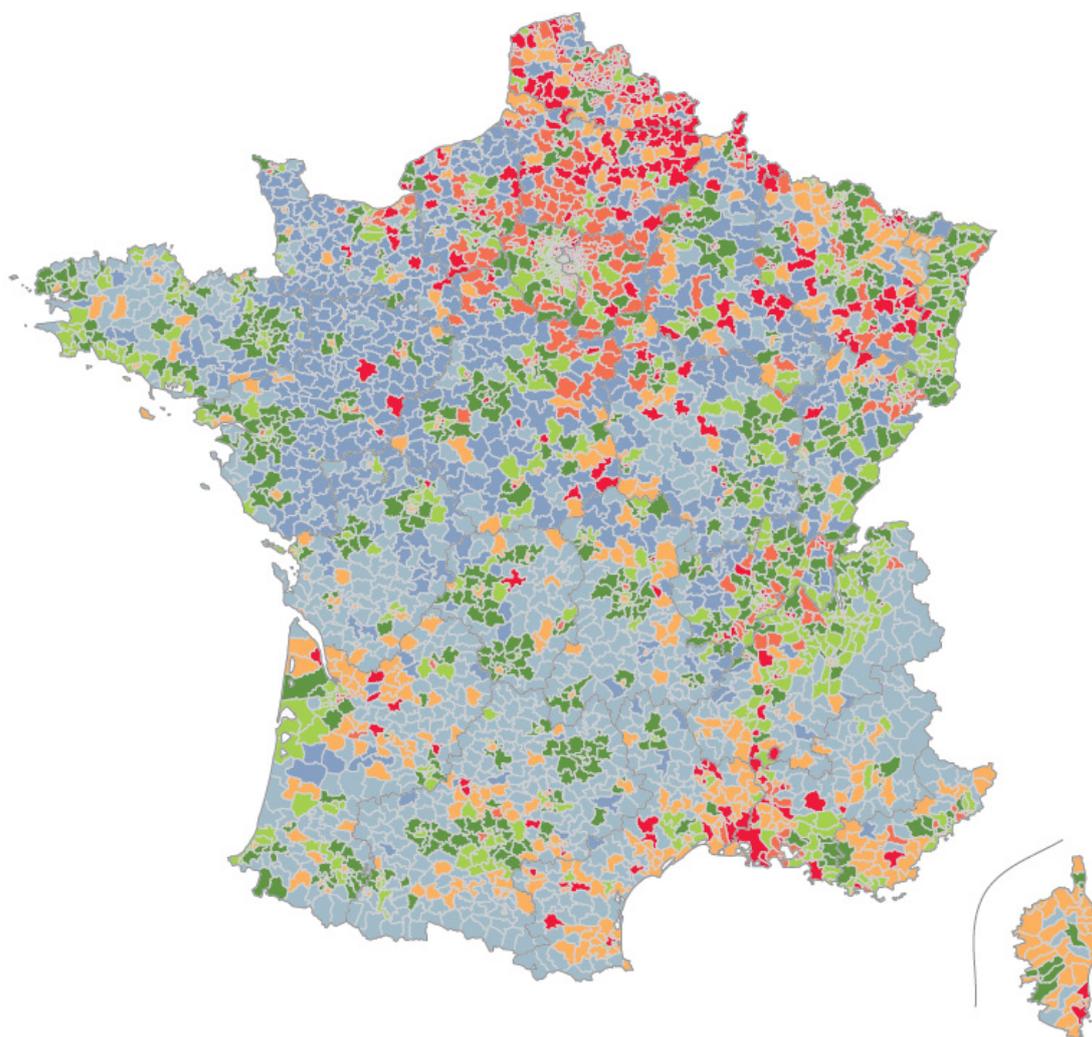
Sources :

Insee, RP, exploitation principale
 Insee - CGET, RP, exploitation principale 2013
 Rectorat - Diagnostic région académique Nord - Pas-de-Calais - Picardie juillet 2016
 Rectorat - Constats 2015-2016
 DEPP - Repères et Références Statistiques sur les Enseignements, la formation et la recherche 2016
 DEPP - Note d'information n°14 - mai 2016
 C2RP, Les chiffres-clés de l'enquête Génération 2010 en région Hauts-de-France 2016
 Pôle emploi Nord - Pas-de-Calais, Eclairages et synthèses n°22, La formation : un levier pour retrouver un emploi, 2015
 Région Hauts-de-France- Bases de données formation 2015-2016
 Bilan d'activité régional des organismes paritaires (OPCA, Fongecif, OPACIF) 2014
 Enquête école DRJSCS 2014 - publication DRESS 2015



LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

- Cumul de fragilités économiques, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans les communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveau de qualification variés



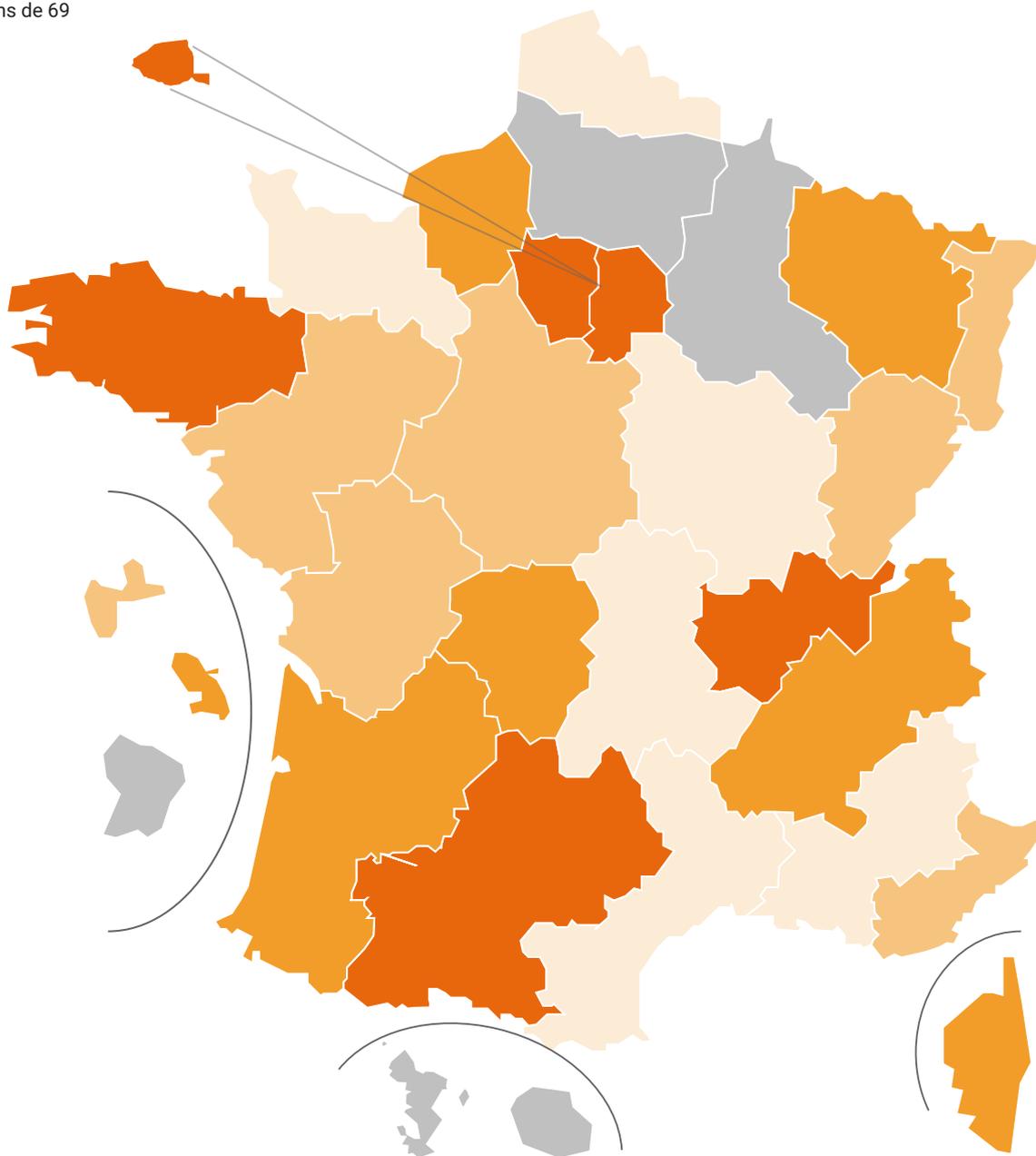
Sources :

INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen



ESPÉRANCE D'OBTENIR LE BACCALAURÉAT POUR UN ÉLÈVE DE 6ÈME EN 2014, EN % PAR ACADÉMIE

- 74,5 et plus
- 72,5 à 72,4
- 71 à 72,4
- 69 à 70,9
- moins de 69



Sources :
MENESR DEPP
Système d'information Océan et enquête n°60 sur les résultats définitifs du baccalauréat.
Système d'information Scolarité.
Système d'information Safran du ministère en charge de l'agriculture.
Système d'information Sifa.



GLOSSAIRE

GÉOGRAPHIE DU TERRITOIRE

Densité de population : mesure du nombre d'habitants occupant une surface donnée. Elle est le plus souvent exprimée en individus par unité de surface.

Zone d'emploi : espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. La région Hauts-de-France compte 27 zones d'emploi.

POPULATION

A.P.A. : L'Allocation Personnalisée d'Autonomie est destinée aux personnes âgées de 60 ans et plus en perte d'autonomie. L'APA aide à payer les dépenses nécessaires pour le maintien à domicile malgré le manque d'autonomie, ou aide à payer une partie du tarif dépendance en EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). L'APA est versée par le conseil départemental.

C.M.U : La Couverture Maladie Universelle s'adresse aux personnes qui ne sont pas déjà couvertes à quelque titre que ce soit par un régime obligatoire d'assurance maladie. Sous réserve de remplir certaines conditions, la CMU leur permet de bénéficier de la sécurité sociale pour leurs dépenses de santé.

Solde migratoire : il est égal à la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité.

Taux de pauvreté (monétaire) : correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). L'Insee, comme Eurostat et les autres pays européens, mesure la pauvreté monétaire de manière relative alors que d'autres pays (comme les États-Unis ou l'Australie) ont une approche absolue. Dans l'approche en termes relatifs, le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. On privilégie en Europe le seuil de 60 % du niveau de vie médian.

Le taux de pauvreté peut également être appréhendé en termes de conditions de vie ; il désigne alors une situation de difficulté économique durable. Selon Eurostat, une personne s'y trouve lorsqu'elle cumule au moins 3 privations ou difficultés matérielles parmi les 9 de la liste suivante :

- avoir eu des arriérés de paiement d'un loyer, d'un emprunt hypothécaire ou de factures d'eau/gaz/électricité dans les 12 derniers mois
- ne pas pouvoir chauffer son logement
- ne pas pouvoir faire face à des dépenses imprévues
- ne pas pouvoir consommer de la viande ou une autre source de protéines au moins tous les 2 jours
- ne pas pouvoir s'offrir une semaine de vacances hors du logement
- ne pas posséder un téléviseur couleur
- ne pas posséder un lave-linge
- ne pas posséder une voiture personnelle
- ne pas posséder un téléphone

Le revenu disponible d'un ménage comprend les revenus d'activité (nets des cotisations sociales), les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.



ÉCONOMIE – ENTREPRISES - EMPLOI

Défaillance d'entreprises : Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

PIB : Le PIB (produit intérieur brut) est un indicateur économique qui permet de mesurer la production économique intérieure réalisée par un pays. Le PIB a pour objet de quantifier la production de richesse réalisée par un pays sur une période donnée, généralement un an ou un trimestre, grâce aux agents économiques résidant dans le pays concerné. Il s'agit donc d'un indicateur qui reflète l'activité économique interne d'un pays.

PIB par emploi : indicateur de la richesse créée en moyenne par chaque emploi ; c'est le rapport du PIB par l'estimation annuelle d'emploi moyen.

Taux d'emploi : mesure l'utilisation des ressources de main-d'œuvre disponibles. Il est calculé en divisant le nombre d'actifs occupés par la population en âge de travailler.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Demandeurs d'emploi catégories A, B, C

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois)
- Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois)

Enquête BMO : Elle mesure les intentions de recrutement des employeurs pour l'année à venir qu'il s'agisse de créations de postes ou de remplacements. De plus, ces projets concernent tous les types de recrutement, y compris les postes à temps partiel et le personnel saisonnier. Elle est réalisée par Pôle emploi et le CREDOC.

Inactifs : personnes qui ne sont ni en emploi ni au chômage : jeunes de moins de 15 ans, étudiants et retraités ne travaillant pas en complément de leurs études ou de leur retraite, hommes et femmes au foyer, personnes en incapacité de travailler...

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et la population active (actifs occupés + chômeurs).

FORMATION

Situation d'illettrisme : non maîtrise de la lecture ou d'écriture pour être autonomes dans des situations simples de la vie quotidienne

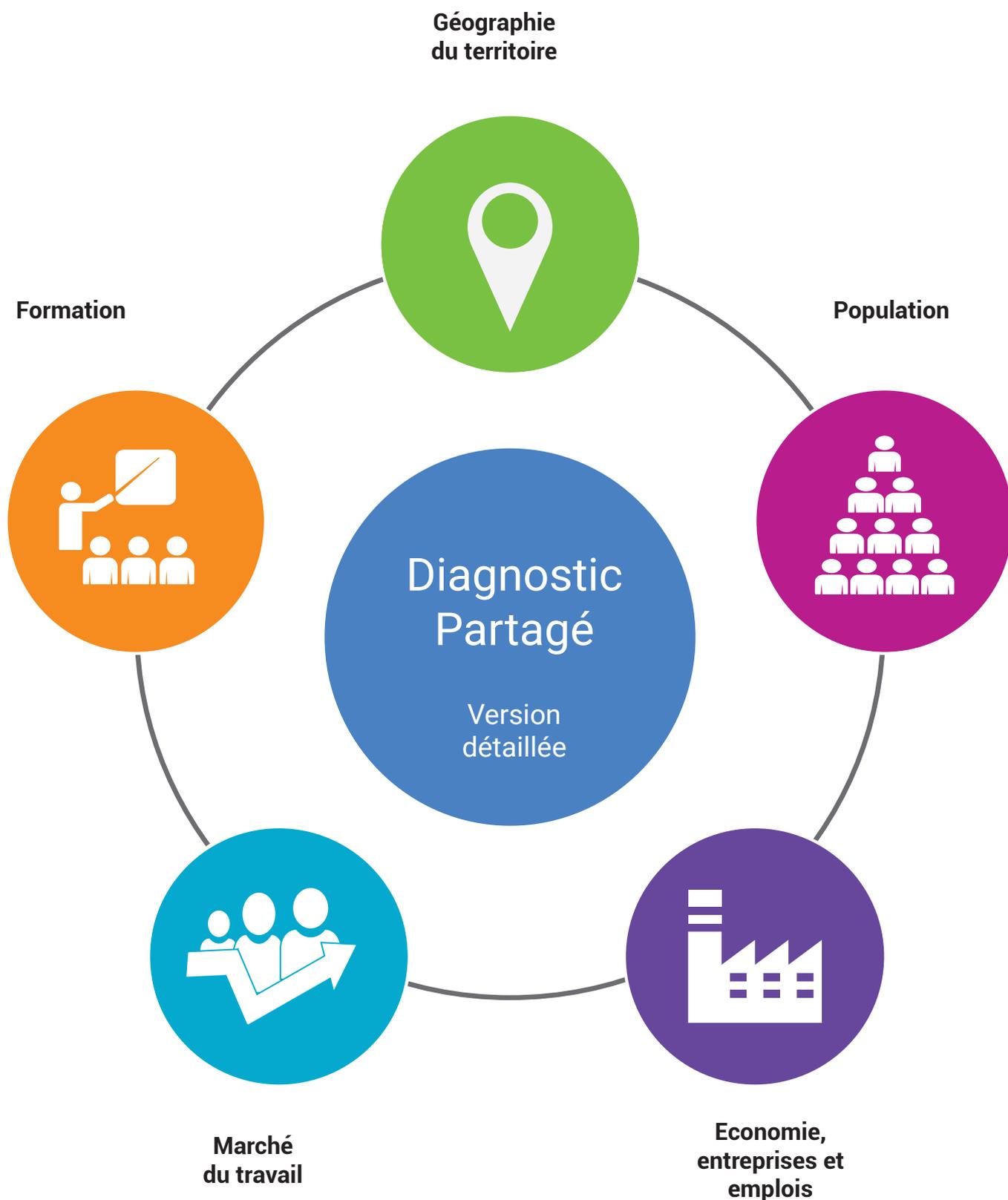
Niveaux de formation :

- Niveau VI et V bis : sorties en cours de 1er cycle de l'enseignement secondaire (6ème à 3ème) ou abandons en cours de CAP ou BEP avant l'année terminale.
- Niveau V : sorties après l'année terminale de CAP ou BEP ou sorties de 2nd cycle général et technologique avant l'année terminale (seconde ou première).
- Niveau IV : sorties des classes de terminale de l'enseignement secondaire (avec ou sans le baccalauréat). Abandons des études supérieures sans diplôme.
- Niveau III : sorties avec un diplôme de niveau Bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles des formations sanitaires ou sociales, etc.).
- Niveaux II et I : sorties avec un diplôme de niveau supérieur à bac+2 (licence, maîtrise, master, dea, dess, doctorat, diplôme de grande école).

Taux d'espérance d'obtenir le baccalauréat : donne une mesure de la probabilité qu'aurait un jeune de sixième, une année donnée, de réussir l'examen du baccalauréat s'il rencontrait tout au long de son parcours les conditions scolaires que connaissent les autres jeunes cette année-là.



Pour en savoir plus, cliquez et accédez au diagnostic partagé dans sa version détaillée :





LE C2RP

Le C2RP, Carif-Oref, Centre d'Animation de Ressources et d'Information sur la Formation (CARIF) et Observatoire Régional Emploi Formation (OREF) remplit une mission d'intérêt public en faveur du déploiement des politiques publiques d'orientation, de formation et d'emploi.

Structuré en groupement d'intérêt public (GIP), le C2RP est financé par l'État et la Région et bénéficie du soutien du Fonds social européen pour certaines de ses actions.

Lieu de partenariat, de production et de diffusion d'information, le C2RP contribue à l'aide à la décision des institutions et des Partenaires Sociaux et appuie les professionnels en charge de favoriser la continuité des parcours tout au long de la vie.

Membre du réseau des Carif Oref



Pour en savoir plus, rendez-vous sur :

www.c2rp.fr

C2RP

3 boulevard de Belfort - 59000 Lille

Tél. : 03 20 90 73 00

PARTENAIRES

